LES RÉGIES EN ACTION

N°84
DÉCEMBRE 2022

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Tour d'horizon de solutions



MAGAZINE DES RÉGIES DE QUARTIER ET DE TERRITOIRE

REGARDS

Vue sur des immeubles à Saint-Ouen (93).

Prochainement une Régie de Quartier verra le jour à Saint-Ouen. Première structure d'insertion de la ville, elle rayonnera sur tous les quartiers et bénéficiera aux 48 000 habitants.
Pour en savoir plus, rendez-vous page 14.



ÉDITO

JACQUES LIMOUZIN

Président du Mouvement des Régies

> « Précarité énergétique : Les habitants ambassadeurs du changement »

« L'énergie est notre avenir, économisons-la »
Ce slogan, pertinent pour certains secteurs de notre société vivant encore dans l'illusion d'une planète aux ressources illimitées, demeure loin des réalités des habitants des territoires populaires. C'est en effet sur tous les postes de dépenses qu'ils économisent depuis des années de façon à pouvoir dégager un « reste à vivre » suffisant pour que les fins de mois ne commencent pas dès le 15.
Souvent en appui des bailleurs sociaux, beaucoup de Régies de Quartier et de Territoire accompagnent les habitants dans ces démarches de recherches d'économies. Dans ce dossier vous trouverez des exemples concrets et diversifiés d'actions menées.
Les Régies de Quartier et de Territoire mesurent chaque jour combien les habitants sont attentifs pour changer leurs habitudes et devenir ainsi des ambassadeurs de la transition énergétique. Face aux enjeux de la nécessaire transformation de nos modes de vie, et surtout de nos modes de consommations trop énergivores, les habitants peuvent s'appuyer sur l'engagement, à leur côté, du Mouvement des Régies.

Sommaire

ACTUALITÉS

EN BREF

INAUGURATION D'UNE RECYCLERIE

MAINVILLIERS (28)

Le 30 novembre la Régie de Quartier, Reconstruire Ensemble, à Mainvilliers, a ouvert une recyclerie solidaire.

UN APPARTEMENT PÉDAGOGIQUE

CHOLET (49)

La Régie de Quartier de Cholet a développé un outil original pour répondre aux besoins de ses habitants : l'appartement pédagogique ! À l'intérieur, on retrouve des actions touchant au soutien à la parentalité, au bien-être. Appart'actif sera aussi un excellent support de sensibilisation aux éco-gestes pour limiter sa consommation énergétique.

LA RÉGIE DE QUARTIER FÊTE SES 30 ANS

BOURGES (18)



Étaient organisées pour l'occasion une table ronde « regards croisés sur trois décennies d'actions et d'engagements citoyens » et une exposition souvenirs. Ce fut l'occasion pour le maire de réaffirmer son soutien à la Régie.

UNE NOUVELLE MAISON FRANCE SERVICES

MONTAUBAN (82)

La Régie de Montauban vient d'être labellisée Maison France Services (MFS). Elle pourra ainsi accompagner les habitants dans leurs démarches administratives : emploi, retraite, famille, social, santé, logement, énergie... C'est la 6e Régie du Mouvement à être labellisée Maison France Services !

UN CERTIFICAT POUR FACILITER L'ACCÈS À L'EMPLOI



En 2016, la Commission paritaire de la branche des Régies de Quartier a créé le **Certificat de qualification professionnel (CQP) Agent d'Entretien et de Proximité** pour permettre aux salariés d'accéder à une certification sans prérequis. Jusqu'ici, 193 stagiaires ont été accueillis pour 16 promotions et 184 ont validé intégralement la certification. Chaque groupe de 12 stagiaires reçoit 112 heures de formation théorique et pratique délivrées par l'organisme de formation Passag/e/s. Les dernières promotions se sont achevées à Nevers, Paris et Rochefort. Trois autres sont en cours (Paris et Guyane). À Nevers, pour la première fois, la Régie a répondu à un appel d'offre du bailleur social pour le nettoyage des cages d'escalier, et qui incluait la formation CQP dans la réponse à l'appel d'offre.

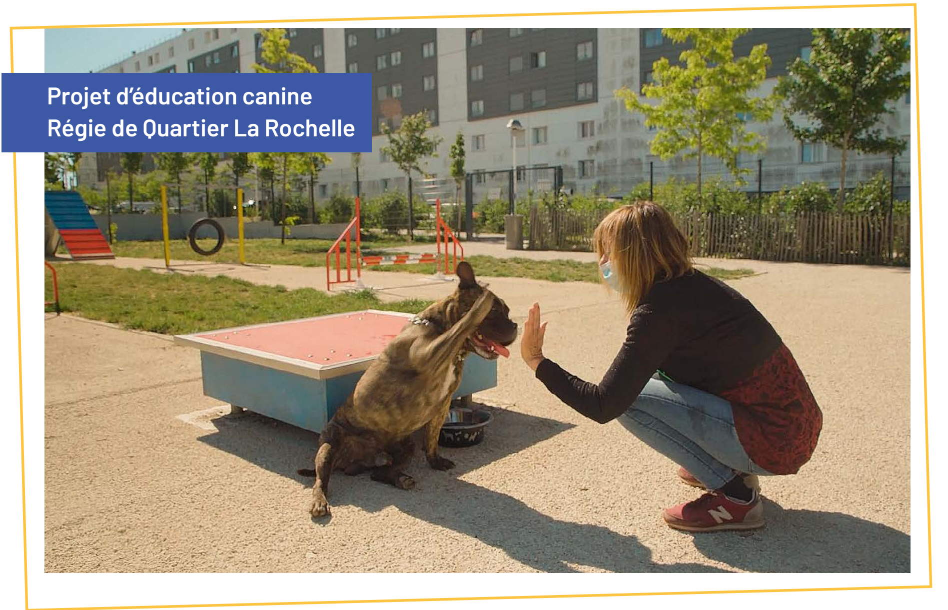
LA COOPÉRATION : CLÉ DE LA COHÉSION SOCIALE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES ?



Journée du 18 novembre au Palais de la Femme à Paris

Les trois réseaux associatifs nationaux, la Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France, le Mouvement des Régies et Bleu blanc zèbre, fédérés autour de l'expérimentation d'Animation Territoriale Citoyenne menée de 2019 à 2021 (cf. Info-Réseau n° 82), se sont retrouvés pour une journée commune de réflexion alliant tables rondes et ateliers autour de la question des coopérations dans les quartiers populaires. **L'occasion de porter une parole politique forte et collective alors que le contenu des nouveaux contrats de ville doit être finalisé dans les prochains mois.**

DU TREMPLIN ASSO AU LABO DES RÉGIES : COMMENT LE MOUVEMENT A TIRÉ PARTI D'UN DISPOSITIF DE SOUTIEN EXCEPTIONNEL



Projet d'éducation canine
Régie de Quartier La Rochelle



34
Projets initiés par 32 Régies



542 000 €
Montant total alloué aux 34 projets.

Le Ministère de la Ville lançait en 2019 un appel à manifestation d'intérêt (Tremplin Asso) visant à faire essaimer les projets réussis d'associations dites « structurantes ». Le Mouvement, soucieux de dupliquer les projets des Régies, a proposé que le dispositif serve à financer les projets lors de la phase critique de la conception, des premiers investissements et de l'ingénierie en amont. Un« Labo des Régies » a vu le jour, pour satisfaire la double exigence de Tremplin Asso : innover et répondre aux besoins des territoires. Il reste que financer les Régies plaçait le Mouvement dans une position inhabituelle et potentiellement inconfortable. Chaque action a donc été cadrée par un accord tripartite entre l'Agence nationale de cohésion des territoires, Le Mouvement des Regies et la Régie concernée. Le Labo s'est, en outre, doté d'une chargée de projets, Mathilde Sulowski, qui a lancé les quatre appels à projets de 2019 à 2021, instruit les projets et géré les financements. Elle animait le comité de sélection, dont les membres étaient issus de structures partenaires du Mouvement des Régies (ANCT, USH, Ville et Banlieue...). En tout, 34 projets initiés par 32 Régies ont été soutenus pour une valeur totale de 542 000 €.

Conjointement, le Labo a mis en place des formations à l'innovation sociale et au montage de projets. La crise sanitaire n'a malheureusement pas permis la mise en œuvre du séminaire autour de l'innovation et les visites in situ initialement prévus.

L'ensemble du dispositif a fait l'objet d'une étude d'impact réalisée par le cabinet Mouvens : les premiers résultats étaient prometteurs, alors que le rendu final est attendu pour le 1er trimestre 2023.



Zoom sur un des projets financés

Un accompagnement renforcé pour réussir son insertion professionnelle

Le SAS pré-insertion initié en juillet 2021 dans le cadre du Plan de lutte contre la pauvreté par la Régie des Quartiers de Belfort, associée à cinq autres chantiers est une étape préalable à l'entrée en Chantier d'insertion. Recrutés en CDDI de 20 h, les futurs salariés en insertion réalisent un diagnostic sur la langue, la santé, la confiance en soi et l'appétence pour les futurs métiers, afin d'éviter les abandons brutaux. Quatre semaines sont dédiées aux ateliers et au stage. Le projet a été financé par le Labo des Régies à hauteur de 20 000 €.

EN DIRECT DES RÉGIES

À RÉGIE PLUS, DES « TOURS DE QUARTIERS » POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE

Entre Cher et Loire, à deux pas du centre-ville, les grands ensembles construits sous les Trente Glorieuses rassemblent 9 000 habitants. Le quartier du Sanitas, le plus pauvre de Tours Métropole, est l'un des 45 choisis par la ministre déléguée chargée de la Ville en mars 2021 pour le déploiement des « bataillons de la prévention ». Cette formule un peu martiale cache le précieux recrutement de 300 éducateurs spécialisés et d'autant de médiateurs sociaux.

Régie Plus a associé poésie et pragmatisme pour nommer son service de « tranquillité publique » : « Tours de Quartiers ». **Les cinq médiateurs et quatre médiatrices bénéficient de contrats adultes-relais** répondant à trois critères : être âgé de plus de 26 ans, être au chômage et habiter l'un des Quartiers Prioritaires de la Ville – dans les faits, la majorité vivent dans le quartier du Sanitas.

Certains disposent d'une expérience dans le secteur social, d'autres sont en complète reconversion. **L'enthousiasme et le sentiment de faire œuvre utile sont en revanche unanimement partagés.** *« Quand mes enfants me demandent ce que je fais, je réponds que j'aide les gens »* résume l'un d'eux.

Les deux chefs d'équipe et le chef du service sont quant à eux en CDI. Si l'on ajoute le « lien social », le pôle médiation représente 17 équivalents temps plein, un quart du personnel de la Régie. Pour composer des équipes mixtes, il a fallu pour cela s'adapter aux obligations des mères célibataires.

Autodidacte, mais fort d'une longue expérience d'animation et de médiation – avec un détour par la maçonnerie –, le chef de service allie charisme, empathie et sens de l'observation pour amener progressivement les médiateurs sur le terrain. **Ceux-ci bénéficient de 17 journées de formation réparties sur plusieurs mois, autant d'occasions d'analyser les expériences en cours.**

Les neuf médiateurs se répartissent en deux équipes de jour et deux équipes de soir. Entrée et sortie d'école et de collège sont des rendez-vous quotidiens. Le reste consiste en maraudes dont les itinéraires varient en fonction des besoins avec **une exigence constante « d'aller vers »**. *« Nous ne sommes pas des éducateurs de rue, précise le chef de service, même si nos approches peuvent parfois se confondre.*

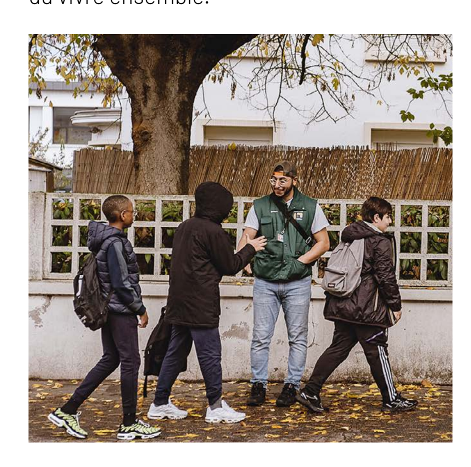


Sauf exception, nous n'accompagnons pas les personnes que nous rencontrons, mais nous pouvons les orienter vers d'autres structures. »

Chaque retour de maraude donne lieu à un compte rendu, permettant à l'équipe suivante d'être au courant des problèmes rencontrés et des réponses apportées par les collègues. Une équipe de jour a pu ainsi par sa présence éloigner un homme rodant près des grilles d'un collège. *« Nous n'intervenons jamais physiquement, explique le chef de service. En cas d'altercation, je demande aux médiateurs de se mettre en sécurité et de m'appeler. S'il y a lieu, je préviens les autorités compétentes. »*

Dans la plupart des cas, **la seule présence des médiatrices et médiateurs**, que beaucoup dans le quartier connaissent par leur prénom, **suffit à rassurer et apaiser les tensions.** Qu'ils jettent dans un container un sac poubelle abandonné dans la rue ou donnent quelques conseils à une personne sans domicile nouvelle dans le secteur, ils donnent l'exemple et œuvrent à la beauté du vivre ensemble.

L'équipe médiation de Régie Plus à Tours



FIBR'ETHIK, STRUCTURE PORTEUSE DU PÔLE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN CŒUR DE SAVOIE

En 2021, Fibr'Ethik, Régie de Territoire depuis 2012, a répondu à l'Appel à manifestation d'intérêt lancé par le Ministère de l'Économie pour la création d'un PTCE, un Pôle territorial de Coopération Économique. Le projet, qui doit être porté par une entreprise de l'Économie sociale et solidaire, a pour but de créer un réseau d'économie circulaire dans la Communauté de communes du Cœur de Savoie.



L'équipe de l'atelier textile

Sise à Saint-Pierre d'Albigny, Fibr'Ethik emploie 45 salariés répartis en trois secteurs : les espaces verts - incluant maçonnerie patrimoniale et espaces naturels, avec le nettoyage de rivières et des plantes invasives - la recyclerie et l'atelier textile - réemploi des bâches et toiles utilisées dans l'affichage ou les sports de montagne. C'est dire si **l'ancrage dans le territoire se fait d'abord par l'attention à l'empreinte énergétique, la préservation du milieu et l'économie circulaire.**

« Ce qui fait le succès de cette dernière, explique Olivier Viry, le directeur de la Régie, c'est l'existence d'un réseau. Par notre statut d'association, nos valeurs et notre projet, nous sommes la bonne structure pour porter un Pôle autour de ce thème. » Il y voit aussi des opportunités de stages ou d'emplois auprès des entreprises partenaires pour les salariés en insertion ainsi qu'un possible développement d'activité - être connu localement permet de se positionner sur de nouveaux contrats, pour les espaces verts par exemple.

Pour les entreprises classiques, c'est la possibilité de tester assez facilement de nouvelles pratiques sans gros investissements. *« Si on aide à former le réseau et qu'on met les moyens techniques, on aura des accords, poursuit-il, d'autant plus qu'il y aura un gain en terme d'image ».* À terme, le PTCE pourrait ouvrir un nouveau secteur pour Fibr'Ethik. *« Tous nos projets naissent ainsi, d'une stimulation extérieure. C'est la Communauté de communes qui nous a décidés à ouvrir la recyclerie dont on rêvait, quant aux bâches, quelqu'un est venu nous voir avec ce projet. Il a laissé tomber, on l'a fait quand même. »*

Solenne Quénard est chargée de projets transversaux. Elle coordonne et anime le Pôle d'Économie Circulaire en Cœur de Savoie. En reprise d'études, elle est en alternance dans le cadre d'un Master transition écologique solidaire. La première année consiste essentiellement dans la recherche de partenaires et l'élaboration des projets. Le schéma de gouvernance est organisé autour d'un bureau dont sont membres Fibr'Ethik et une autre entreprise de l'ESS, SoluCir, ainsi que la Communauté de communes. Quatre comités techniques ont été constitués pour chacun des pôles de travail envisagés, de l'économie circulaire en parc d'activités au réemploi d'équipements des stations de montagne à la sensibilisation et l'émergence de nouvelles activités. **Le projet le plus avancé concerne le réemploi des bouteilles de vin**, avec notamment Alpes Consigne, les viticulteurs et le Syndicat des vins de Savoie. Pour le mettre en œuvre il faut adapter les usages - bouteilles supportant le réemploi et étiquettes décollables. Courant novembre, le Pôle saura si sa démarche peut bénéficier de l'aide de 100 000 € répartie sur deux ans. Pour Solenne Quénard, il s'agit d'assurer la poursuite du projet, avec ou sans soutien.



Farida, salariée en insertion

COMBATTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR LE LIEN SOCIAL

Différents outils utilisés par William François et Haroun Harid lors des ateliers dédiés aux écogestes à la Régie des Quartiers Arc-en-Ciel à Flers

Que ce soit à l'adresse des habitants, des salariés ou dans le contrôle de leurs pratiques, les Régies se sont emparées de la question de l'énergie.

Avec la crise actuelle, la question financière, plus concrète que l'exigence écologique, a brutalement rappelé à chacun la nécessité de surveiller sa consommation.

À Alençon, les habitants sont de plus en plus nombreux à solliciter Nadia Khreiss, la médiatrice énergie pour le paiement de leur facture. *« Quand on accumule des dettes de plusieurs milliers d'euros, ça devient difficile de trouver une solution. Il arrive que le Fonds de solidarité logement ne suffise plus »* explique-t-elle. Certains veulent mettre en place un échéancier, d'autres n'arrivent pas à ouvrir un compte sur internet ou à résilier un contrat. Les changements d'opérateurs se sont multipliés cette année quand les offres jusqu'ici alléchantes ont brusquement cessé de l'être et beaucoup de clients ont cherché à revenir sur les tarifs réglementés. *« Je reçois une dizaine de personnes par semaine, avec ou sans rendez-vous, explique Nadia Khreiss. Et puis il y a les ateliers. »* Ceux-ci concernent aussi bien le public précaire d'une association comme la Boîte aux lettres - spécialisée dans le français langue étrangère, l'acquisition des compétences de base ou la lutte contre la fracture numérique - que des personnes du centre-ville, inquiètes elles aussi pour leur pouvoir d'achat. **La sensibilisation se poursuit sur les réseaux sociaux ou par des affichettes, mais aussi par la distribution de flyers les jours de marché** sur la place de la Paix, où siège la Régie des Quartiers Alençonnaise.



Marc Boutilly, salarié en insertion, a bénéficié des conseils sur les éco-gestes

COMPRENDRE ET MAÎTRISER SES FACTURES

À Châlette-sur-Loing, dans le Loiret, la sensibilisation se fait d'abord en direction des salariés en insertion.
La Régie de Quartier Fratercité a même privatisé l'Atelier 21, la Maison pédagogique du Pimms Médiation Agglomération Montargoise et Rives du Loing, pour des ateliers d'une matinée pris sur le temps de travail. Un an plus tard, les premiers bénéficiaires témoignent des profits qu'ils en ont retirés. Pour Marc Boutilly ou Kevin Neji, qui travaillent aux espaces verts, **le souvenir le plus vif est celui des bons réflexes à adopter** : mettre un boudin devant la porte d'entrée ou ne pas laisser les appareils électriques en veille, ou encore ne pas trop charger les multiprises, cette fois pour des raisons de sécurité. À la suite de cet atelier, Marc Boutilly a fait installer l'option heures creuses sur son compteur.

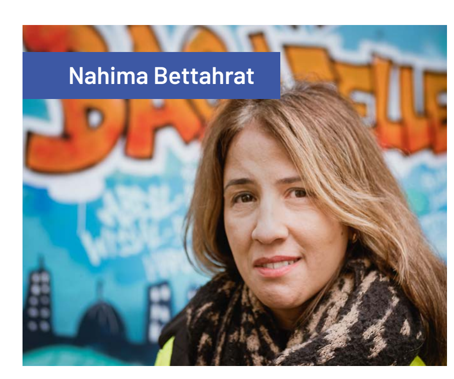
Jeyakumar Sivasini, employée au service propreté nettoyage, est mère d'une fille de 21 ans et de quatre garçons âgés de 10 à 18 ans. *« Moins d'électricité, plus de goûter »* a-t-elle dit à ses derniers afin qu'ils mettent en pratique les conseils qu'elle venait de leur transmettre à son tour. **Le résultat pour sa famille a été spectaculaire, avec une facture pratiquement divisée par deux.** Pour Mélanie Peneau, directrice de la Régie de Quartier, la réussite de ces ateliers tient à leur forme ludique. *« On n'est pas dans l'injonction »* renchérit Christian Monin, de la Maison pédagogique. Il faut dire qu'il possède des trésors d'ingéniosité, pour fabriquer gratuitement sa lessive avec du lierre grimpant ou cuisiner à l'étouffée dans une marmite norvégienne.

FINANCER OU ÉCHELONNER LE PAIEMENT DE SES DETTES



Conciergerie solidaire de la Régie de Quartier Desbals Services à Toulouse

À Toulouse, Desbals Services, l'une des quatre Régies de Quartier de la ville, a fait de la lutte contre la précarité énergétique une véritable expertise. Tout se passe autour de la conciergerie coordonnée par Nahima Bettahrat et de sa responsable du projet médiation et transition écologique, Charline Petit.



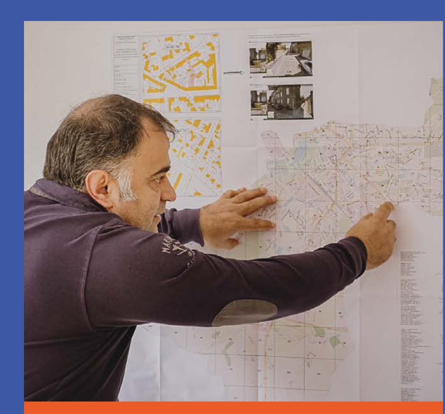
Nahima Bettahrat

À son arrivée, en janvier 2021, cette dernière a commencé par faire un diagnostic des émissions carbonées des activités de la Régie. ***« Si l'on veut sensibiliser, résume-t-elle, il faut donner l'exemple. »*** Puis elle a mis en place le tri sélectif des déchets de voirie – une tonne par jour – une première à l'échelle locale. *« Puis on s'est vite rendues compte,* poursuit Nahima Bettahrat, *que* ***la précarité énergétique était un vrai sujet pour les habitants. Cela nous a poussées à accélérer les actions.*** » Une fois par semaine, Engie envoie une liste de clients endettés. *« On fait les appelle pour les aider à trouver des solutions et on en profite pour expliquer les écogestes, explique la coordinatrice. 30 % des bénéficiaires du chèque-énergie n'en ont pas profité et sur ce point nous avons déjà touché 200 personnes. »* La conseillère France Services intégrée à la Régie, Mélanie N'Guyen, s'occupe **d'expliquer les factures, et pour les plus intéressés, il y a aussi des ateliers collectifs.** Pour régler la dette, l'assistante sociale de la Maison des Solidarités de Bagatelle prend le relais et peut activer le Fonds solidarité logement en accord avec la Régie. Mais le curatif doit s'accompagner d'un travail de prévention, et sur ce point, la Régie intervient dans les cinq quartiers prioritaires de la ville. *« Il faut tenir compte de la barrière de la langue, c'est pourquoi nos flyers contiennent beaucoup d'images »* explique Nahima Bettarhat, qui s'apprête à embaucher deux nouveaux services civiques et veut augmenter les rencontres avec les habitants en étant présent, dans les rues et sur les marchés.



Du curatif au préventif, favoriser les écogestes

À Flers, Haroun Harid, encadrant technique sur le volet de la conciergerie d'entreprise, sert de médiateur entre les habitants et EDF. Chaque semaine lui aussi, il reçoit une liste de personnes endettées pour lesquelles il essaie de trouver une solution. Il fait des présentations sur les écogestes, apporte des éclairages sur les factures de gaz et d'électricité, alerte sur le démarchage abusif. Il travaille de concert avec William François, titulaire d'un poste atypique de tuteur habitat. L'idée est d'impliquer les habitants dans la rénovation et l'amélioration de leur habitat, idéalement en les faisant participer aux travaux. *« Au bout de quelques jours,* explique William François, *les gens se confient plus facilement. À un moment ou à un autre, on parle d'énergie. Les travaux nous permettent d'entrer en relation. »* Ici comme ailleurs, le combat contre la précarité énergétique passe par le lien social.



Senturk Kursun, directeur de la Régie des Quartiers Arc-en-Ciel à Flers

DÉFINITION

« Est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».
(article tiré de la loi du 12 juillet 2010 portant « engagement national pour l'environnement »)



3 QUESTIONS À

SYLVAIN DECARNE,
RESPONSABLE PARTENARIATS NATIONAUX SOLIDARITÉ, EDF COMMERCE

Qu'est-ce que la solidarité chez EDF ?

Ce sont 230 personnes à plein temps qui accompagnent les ménages les plus fragiles par l'intermédiaire des travailleurs sociaux. Notre première entrée, c'est l'aide au règlement de la facture. **Les impayés sont notre seul moyen de détecter qu'un de nos clients est en difficulté.** S'il arrête de se chauffer mais qu'il paie, nous n'avons pas de signal. Le second volet concerne l'accompagnement de ces ménages. Ensuite vient la prévention, autrement dit la recherche de solutions durables, notamment l'aide à la maîtrise des dépenses énergétiques.

Concrètement, comment s'opère le partenariat avec les Régies ?

C'est un partenariat historique. Les Régies sont des tiers de confiance, rassurants pour les ménages en difficulté. **Selon les territoires, les Régies repèrent, sensibilisent et orientent les ménages en précarité énergétique. Parfois, elles assurent même des actions de médiation pour EDF.** Les correspondants solidarité d'EDF sont quant à eux chargés de la formation des équipes, et parfois aussi directement des habitants du quartier. Avec la crise, l'énergie devient prioritaire : c'est le bon moment pour les Régies d'en parler.

Comment faire si une Régie veut nouer un partenariat ?

Le partenariat existe au niveau national. À l'échelle locale, le point d'entrée des Régies, ce sont les 34 correspondants solidarité EDF qui s'occupent chacun de 2 à 5 départements. Partenaire de tous les conseils départementaux, de la plupart des CCAS, des bailleurs sociaux, et des associations, EDF évolue au sein du même écosystème que les Régies.

20 %
des Français déclarent avoir souffert du froid au cours de l'hiver 2020-2021, pendant au moins 24 h.

40 %
estiment que c'est à cause d'une mauvaise isolation thermique de leur logement et 36 % pour des raisons financières.



10,5 %
des Français, soit 3 millions de ménages, ont dépensé, en 2020, plus de 8 % de leurs revenus pour payer les factures énergétiques de leur logement, et font partie des plus modestes.



26 %
des ménages locataires du parc privé et 36 % des ménages du parc social sont en situation de précarité énergétique.

RESSOURCE

Notre guide "Engagés dans la lutte contre la précarité énergétique, l'expérience des Régies de Quartier et de Territoire et de leurs partenaires" disponible sur notre site internet : www.lemouvementdesregies.org/ressources





REGARD DE PARTENAIRE

MARYSE SYLVESTRE,
CONSEILLÈRE POLITIQUES SOCIALES,
UNION SOCIALE DE L'HABITAT

Quel est le rôle des bailleurs sociaux dans le champ de la lutte contre la précarité énergétique ?

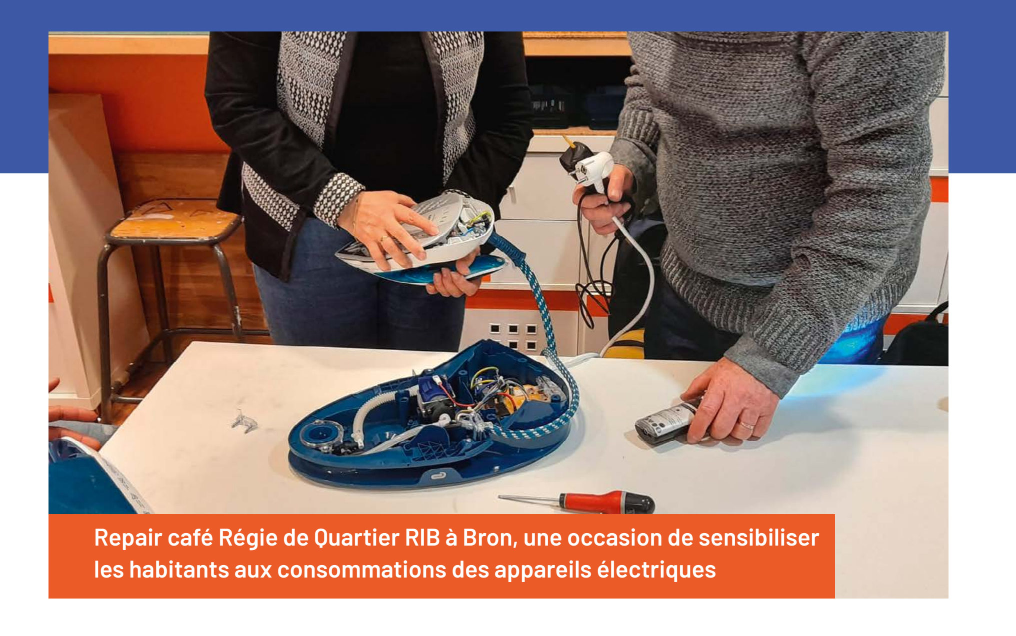
Le champ d'action des bailleurs sociaux sur la thématique de la précarité énergétique est assez large, celle-ci étant souvent traitée dans un cadre d'actions globales sur le parc. Tout d'abord, les bailleurs sociaux sont engagés de longue date dans la **rénovation énergétique de leur parc et mènent des opérations de réhabilitations thermiques**. 37 % du parc social est aujourd'hui classé parmi le parc de logements le moins énergivore (étiquettes A, B ou C), contre environ 14 % de l'ensemble des résidences principales.

Sur le volet préventif, les bailleurs sociaux peuvent mener des actions visant à réduire le niveau des charges ainsi que des actions permettant de sensibiliser les locataires aux éco-comportements. Ils peuvent également mettre en place des dispositifs et outils spécifiques, comme des kits de communication sur les écogestes, la mise en place de logements pédagogiques par exemple.

Enfin, ils peuvent accompagner les ménages en cas de difficultés : appui à la mobilisation des aides (fonds de solidarité pour le logement, chèque énergie) et orientation vers des professionnels de l'accompagnement social ou budgétaire si cela est nécessaire. **La plupart des actions menées sur le volet sensibilisation/information/prévention sont réalisées en lien avec les partenaires spécialisés des bailleurs sur les territoires, dont font parties les Régies de Quartier.**

Extrait du guide "Engagés dans la lutte contre la précarité énergétique, l'expérience des Régies de Quartier et de Territoire et de leurs partenaires".

La précarité dans les quartiers populaires, comme en milieu rural, est une situation que les Régies de Quartier et de Territoire connaissent bien. Elle fait partie du quotidien de leurs actions menées au plus proche de la population. Pour répondre aux difficultés des habitants, les Régies proposent des accompagnements adaptés et recherchent des partenariats ad hoc.



Repair café Régie de Quartier RIB à Bron, une occasion de sensibiliser les habitants aux consommations des appareils électriques

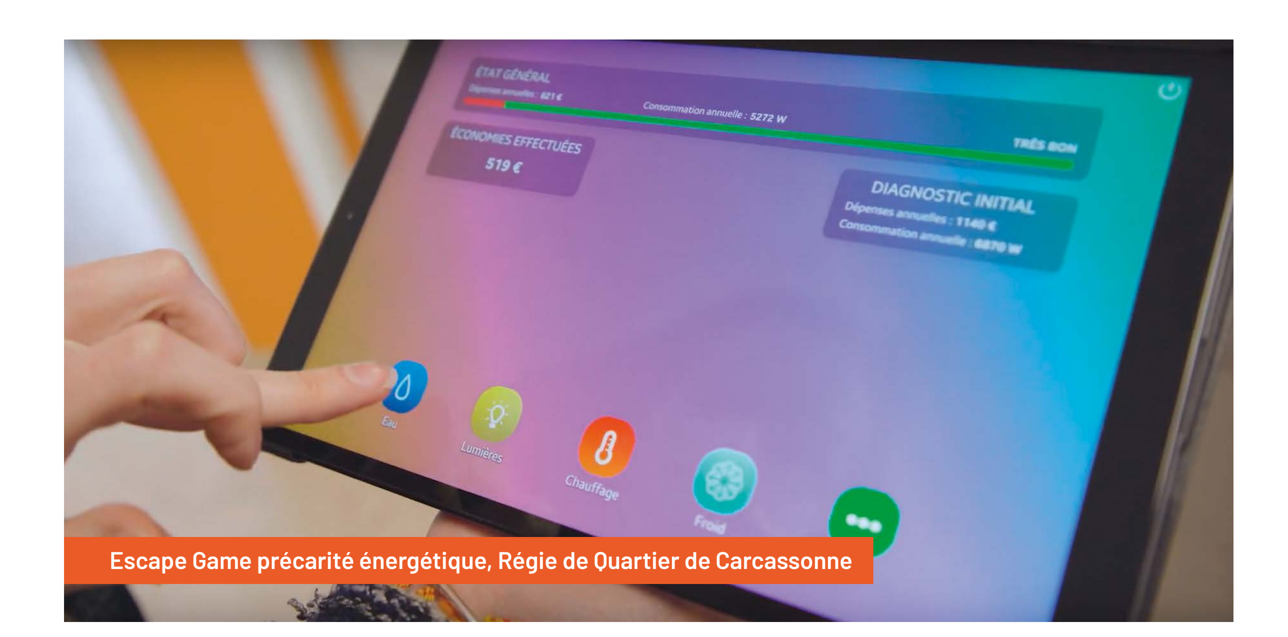


Animation médiation énergie, Régie de Quartier d'Alençon

Les fournisseurs d'énergie sont des partenaires priviligiés des Régies de Quartier et de Territoire, ici la Régie de Quartier de Toulouse Desbals



Régie de Quartier Fratercité à Châlette-sur-Loing sensibilisation des habitants aux économies d'énergie



Escape Game précarité énergétique, Régie de Quartier de Carcassonne

DU NOUVEAU

TONNERRE, SAINT-OUEN ET VILLIERS-LE-BEL : TROIS RÉGIES EN PRÉFIGURATION

À Tonnerre

La Communauté de communes le Tonnerrois en Bourgogne rassemble 54 communes pour 16 650 habitants – moins de 5 000 dans la ville de Tonnerre. Dépourvu de liaison TGV et autoroutière, le territoire présente des soldes migratoires et naturels négatifs et manque de personnes diplômées. Dans la ville de Tonnerre, près **d'un actif sur quatre est au chômage et le taux de pauvreté des 30-39 ans atteint 40 %**. Un diagnostic social diligenté par le Conseil départemental de l'Yonne a permis de faire le lien entre l'absence de chantiers permanents d'insertion et un taux élevé de bénéficiaires du RSA. **Pour y remédier, le projet de Régie de Territoire « Pierres, Pôle et Compagnie » vient d'être confié à Stéphanie Mathieu.** Auparavant chargée de mission insertion au Conseil départemental, elle a mis l'accent sur les besoins de main d'œuvre du secteur viticole et la gestion des espaces verts.

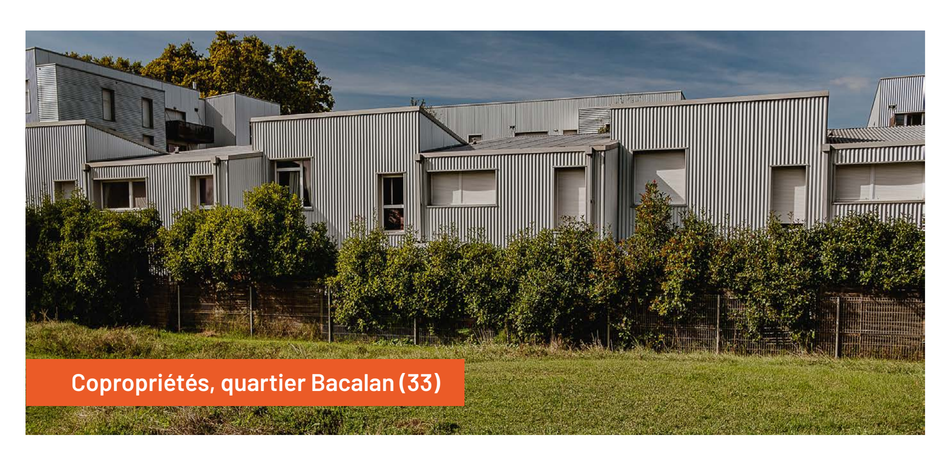
À Saint-Ouen

Le projet est né en 2020 de la volonté de quelques habitants. Recrutée en mars 2022, après une longue carrière dans la solidarité internationale, Violaine Chantrel a désormais envie de combattre les inégalités dans son environnement immédiat. La Régie des Quartiers de Saint-Ouen sera la première structure d'insertion de la ville, ce qui implique un vaste travail pédagogique pour changer les pratiques. Elle rayonnera sur l'ensemble de la ville. **Les secteurs d'activité seront l'entretien des espaces verts, la collecte des déchets, la logistique et le second-œuvre. Dans un second temps, il est prévu de développer un programme contre la précarité alimentaire, qui touche 10 % des habitants.** Dans l'agglomération de Plaine-Commune, les Régies sont très présentes et solidaires avec la nouvelle venue, en particulier celles de Stains et de Saint-Denis.

À Villiers-le-Bel

Le projet a été initié par la ville et rejoint par deux chantiers d'insertion et une association intermédiaire qui font partie du conseil d'administration. Ce sera la troisième Régie du Val-d'Oise.
Depuis juin, Élodie Joseph-Auguste prépare son lancement prévu pour le premier semestre 2023 avec 6 à 8 équivalents temps plein. **Les premières activités identifiées dans les échanges avec les habitants, les bailleurs et la collectivité locale sont le nettoyage de l'espace public, la collecte et l'enlèvement des dépôts sauvages ainsi qu'une petite conciergerie solidaire à destination des personnes isolées** suivies par le Centre communal d'action sociale. Les locaux sont situés au cœur d'un des deux quartiers prioritaires de la ville.

LES COPROPRIÉTÉS FRAGILES ET DÉGRADÉES : UN TERRAIN D'INTERVENTION POUR LES RÉGIES EN PARTENARIAT AVEC L'ANCT


Copropriétés, quartier Bacalan (33)

Un nouveau partenariat est né en 2022 : le Mouvement des Régies a été sollicité par l'ANAH et l'ANCT pour identifier les Régies qui pourraient intervenir auprès des copropriétés dégradées.
Une enquête lancée en 2022 a montré qu'un tiers des Régies avaient été sollicitées pour intervenir dans des copropriétés, que ce soit pour du nettoyage, des travaux de second œuvre ou du lien social. Dix Régies ont été choisies pour une étude qualitative permettant d'appréhender le cadre dans lequel elles évoluent et de bien identifier leurs apports et leur rôle. Parallèlement, les sites qui pourraient être concernés par une Gestion urbaine sociale de proximité (GUSP) ont été cartographiés en recoupant les besoins repérés par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) et le périmètre d'intervention du réseau des Régies. Début 2023 paraîtra une plaquette où seront contextualisées et valorisées deux ou trois actions menées par des Régies. Le reste de l'année sera dédié à l'identification des Régies volontaires pour la mise en place du dispositif GUSP parc privé, à la construction d'une ingénierie d'accompagnement et de modalités de copilotage avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'ANCT.

Enfin, à l'issue d'un temps de formation, commencera l'expérimentation proprement dite, avec pour double objectif la diffusion des bonnes pratiques et une capitalisation de l'expérience.

RÉGIES EN SCÈNE, LE RENDEZ-VOUS À NE PAS MANQUER EN 2023 !

Initialement prévu en juin 2020, mais annulé à cause du Covid, Régies en Scène est l'événement phare du Mouvement des Régies. Festival des initiatives populaires, il rassemblera le 9 juin 2023 au domaine national de Saint-Cloud (92) toutes les parties prenantes des Régies de Quartier et de Territoire : habitants, bailleurs, élus, institutions partenaires, associations, etc.

En 35 ans d'existence, Le Mouvement des Régies a organisé de nombreuses manifestations, dont l'emblématique "Printemps des Quartiers" au Parc Floral de Paris en 2000, où plus de 8 000 habitants s'étaient réunis.

À la fois festif et engagé, l'événement proposera aux participants une programmation riche et variée, répartis dans différents espaces :

Scène des échanges :

Stands tenus par les Régies qui exposeront et expliqueront aux participants leurs activités.

Scène des réflexions :

Des débats sur les enjeux des territoires populaires avec des tables-rondes où échangeront personnalités politiques, chercheurs. Un espace librairie-médias avec des signatures de livres.

Scène artistique :

Des animations artistiques (chant, danse, etc.) des Régies, un concert de clôture d'une grande figure de la chanson française. Une exposition d'œuvres d'art prêtée par un grand musée parisien.

Scène festive :

Activités ludiques proposées par les Régies et le Mouvement des Régies (jeux, sport, gastronomie, etc.)

Un site internet, dédié à l'événement, vous permettra de retrouver toutes les informations pratiques et de vous inscrire à l'événement : www.regiesenscene.fr

Nous vous attendons nombreuses et nombreux pour vivre ensemble cette journée célébrant les territoires populaires !

Régies en Action n°84, décembre 2022

Éditeur : le Mouvement des Régies, association loi 1901
144 boulevard de la Villette
75019 Paris
Tél.: 01 48 05 67 58

accueil@lemouvementdesregies.org
www.lemouvementdesregies.org

Imprimeur Sprint : PERIPARK
99-101 Avenue Louis Roche - CS 30072,
92622 Gennevilliers cedex

Directeur de la publication : Jacques Limouzin
Comité de rédaction : Tarek Daher, Delphine Didier, Julien Daniel, Nicole Picquart, Carole Ferrini, Hayate Dadsi / **Journaliste** : Olivier Favier (textes et photos sauf mentions contraires) / **Maquette** : Stratéact / **Mise en page** : Élodie Guivarc'h
Numéro de dépôt légal 91/0322

Cette publication a bénéficié du soutien du FSE, Fonds Social Européen, de la DGEFP, Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, de la DGCS, Direction générale de la cohésion sociale.

Dépôt légal décembre 2022





ENTRETIEN AVEC JACQUES LIMOUZIN

Président du Mouvement des Régies

Co-construire avec les habitants les contrats de ville de demain

Suite aux résultats d'une enquête nationale auprès des Régies sur les contrats de ville, Jacques Limouzin évoque quelques revendications du Mouvement des Régies qu'il préside depuis juin.

60 % des Régies témoignent d'une plus ou moins grande insatisfaction eu regard au processus participatif porté par la politique de la ville à l'échelle locale. C'est un résultat relativement clément si l'on considère que trois quarts des Régies répondantes n'ont pas été associées à la rédaction du projet de territoire local.

Nous demandons que le contrat de ville soit plus discuté avec les partenaires locaux. Dans chaque territoire, il y a des équipes "Politique de la ville". Et ce sont elles qui font les fiches programmes du contrat de ville à partir des orientations nationales.

En revanche, elles sont près de 9 sur 10 à être satisfaites de leurs relations avec les équipes Politique de la ville.

Les équipes projets sont là pour servir d'interface entre les associations de terrain et les décideurs. Elles sont censées faire des propositions mais depuis trois ans, on nous demande surtout de prolonger l'existant. **Nous soutenons l'idée d'un financement pluriannuel**. Les projets des Centres sociaux par exemple sont arrêtés sur trois ans, ce qui permet d'avoir du recul pour penser au suivant.

Certaines Régies ont la sensation non d'une politique co-construite mais d'un processus descendant qui vise à uniformiser les politiques sur le territoire au lieu de tenir compte de sa diversité. Beaucoup regrettent en outre une absence de retours sur l'impact ou l'évaluation du contrat de ville.

Il faut distinguer les orientations nationales des actions qui tiennent compte du terrain. Si personne ne veut faire un jardin partagé, il n'y en aura pas, mais l'alimentation saine restera une orientation. Les projets collent à la réalité des territoires. La politique de la ville essaie de renforcer des actions au-delà du droit commun et ses crédits ne sont pas pérennes. Il n'en demeure pas moins que les structures comme les Régies de Quartier ou les Centres sociaux ne peuvent aujourd'hui s'en passer.

> « 60 % DES RÉGIES SONT INSATISFAITES DU PROCESSUS PARTICIPATIF PORTÉ PAR LA POLITIQUE DE LA VILLE À L'ÉCHELLE LOCALE. »

Le contrat de ville est un moyen de mobiliser des fonds pour plus de ¾ des répondants. En revanche le sentiment reste mitigé quant à l'utilité du contrat de ville sur le volet développement économique et emploi ou encore sur le cadre de vie et le renouvellement urbain. Il est perçu comme plus utile sur le volet cohésion sociale sur le territoire.

Le développement économique, me semble-t-il, n'a jamais été la priorité réelle du contrat de ville. C'est une demande du Mouvement des Régies qu'on travaille davantage sur le domaine de l'emploi local dans la commande publique. Les actions de lien social sont plus visibles et c'est plus facile de communiquer sur les actions menées dans ce sens. Quant aux entreprises, elles ne sont pas sollicitées dans le cadre des contrats de ville.

Comment faire en sorte que les contrats de ville soient un vrai outil en faveur des transformations locales ? Quel rôle pourraient jouer les conseils citoyens ? Comment les améliorer pour les rendre plus opérants ?

L'habitant est l'expert de son lieu de vie. **Si l'on veut améliorer les contrats de ville, il faut écouter les idées des habitants pour améliorer leur vie et les faire participer.** Concernant les conseils citoyens, ça dépend beaucoup de l'implication du délégué du Préfet.

Pour améliorer les contrats de ville, il ne faut pas non plus oublier le monde associatif. Présent sur le terrain, en contact avec la réalité des habitants, il doit être plus représenté. Enfin, il faut prendre en compte le temps, parfois long, pour mettre en place ces projets. Beaucoup d'habitants ont envie de quitter leur quartier (même si aujourd'hui ils ont moins d'opportunités pour le faire). Il est arrivé plusieurs fois que l'on monte un projet alors que ceux qui en étaient à l'origine étaient déjà partis.
Le temps de l'habitant n'est souvent pas le temps du projet.



144, boulevard de la Villette • 75019 Paris
01 48 05 67 58 • accueil@lemouvementdesregies.org
www.lemouvementdesregies.org
SIRET 377 749 320 00042 • APE 7010 Z